Ce n'est pas une question d'idéologie, mais de bon sens. Les néo-démocrates prennent la parole ici pour dire: «C'est un penchant des conservateurs, fondé sur leur idéologie.» C'est un principe des conservateurs parce que cela donne des résultats, mais il est adopté par les pays communistes, par des membres de l'Internationale socialiste dont fait partie le Nouveau Parti démocratique.

En fait, une des choses intéressantes, c'est que plusieurs de ces pays viennent demander des conseils à mon ministère sur la privatisation et sur la façon de procéder à des privatisations dans leur pays. Nous avons eu des représentants de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Venezuela. Les membres de mon personnel qui s'occupent de privatisation pour le ministère ont été en Pologne et en Tchécoslovaquie pour conseiller ces pays dans ce domaine. C'est un phénomène mondial.

Le Mexique a privatisé quelque 260 sociétés depuis l'arrivée au pouvoir du président Salinas, parce que ce dernier sait qu'il a raison, que c'est ce qu'il faut faire, que les gouvernements ne peuvent plus dépenser des milliards de dollars pour renflouer ces sociétés d'État et que c'est une attitude tout à fait irresponsable à l'égard des contribuables du pays.

La privatisation est une réalité de la vie. Il y a certaines sociétés d'État dont nous avons besoin. Je l'ai toujours reconnu. Il y a des services indispensables que le secteur privé ne peut ou ne veut pas fournir. Les gouvernements doivent les assurer. C'est pourquoi on a créé un grand nombre de ces sociétés d'État, mais elles ont perdu leur utilité.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Nommez-m'en une.

M. McDermid: Je vous donnerai un excellent exemple, monsieur le Président. Air Canada a été constitué à un certain moment comme société d'État pour fournir des services de transport aérien aux régions de notre pays qu'aucune autre compagnie aérienne ne voulait desservir. Aujourd'hui, il y a d'autres compagnies aériennes dans notre pays qui fournissent ce service. Il y a maintenant un service concurrentiel qui n'existait pas quand cette société d'État a été formée. C'est un excellent exemple d'une société d'État qui a été créée pour fournir un service précis. Elle n'accomplit plus cette mission et il est temps de la laisser voler de ses propres ailes, Privatiser, car ces compagnies font de très bonnes affaires, Dieu merci. Les dirigeants sont heureux de cette situation. Les employés sont satisfaits. La société aussi. Notre pays

reçoit le même excellent service. Cet exemple illustre parfaitement mon point de vue, monsieur le Président.

Revenons-en à M. Lalonde. La position de celui-ci dérange les libéraux et je le comprends très bien. Elle leur fait vraiment du tort, puisqu'ils veulent revenir à l'ancienne manière. Ils veulent injecter des milliards dans des sociétés d'État pour les soutenir. Voilà ce qu'ils ont en tête.

Des voix: Oh, oh!

M. McDermid: Ils veulent tout contrôler, tout manipuler comme au théâtre de marionnettes. Voilà ce que les libéraux aiment faire. Ils n'ont pas foi dans le secteur privé. Ils prétendent le contraire, évidemment, mais ils ont la conviction que la fonction publique peut faire mieux que lui. Ils en ont la certitude et ils le répètent sans cesse.

Quant au Nouveau Parti démocratique, sa position ne fait aucun doute. Les néo-démocrates se font rares, mais nous savons ce qu'ils pensent. Avec les libéraux, nous ne savons jamais très bien. Nous ne savons pas quelle est leur position. Ils s'opposent à tout, mais ils ne nous disent pas ce qu'ils appuient. Ils sont contre tout, excepté le maintien des sociétés d'État, peu importe l'étape où elles en sont dans leur évolution. Monsieur le Président, je dois vous rappeler que M. Lalonde, dans son interview, a dit clairement que le moment était venu de privatiser Petro-Canada, que cette société ne servait plus la politique d'intérêt public et ne le ferait vraisemblablement pas à l'avenir. Les temps ont changé. Il a fait volte-face. Il est regrettable qu'il ne siège plus sur les banquettes d'en face, car il pourrait convaincre ses collègues que le moment est venu de privatiser Petro-Canada.

• (1140)

M. Rodriguez: Allons-donc, John.

M. McDermid: Mon ami le député de Nickel Belt s'insurge. Nous aurons droit aujourd'hui à un discours sur Petro-Canada comme nous n'en avons jamais entendu. Le député va fulminer, nous reprochant de détruire une grande institution canadienne, et il va verser des larmes de crocodile.

Les députés du NPD ne sont pas très contents car ce sont eux qui, par chantage, ont amené les libéraux à créer Petro-Canada au début des années 1970, lorsque nos déficits budgétaires ont commencé à être accumulés de façon irresponsable. Le ministre des Finances d'alors, qui représente maintenant la circonscription de Vancouver Quadra, avait été obligé de le faire. Il s'était sûrement dit: «Si nous voulons rester au pouvoir, il faut bien leur céder